

Cabinet d'Expertise Comptable NIZA

ORIGINAL

GRUPE D'ACCOMPAGNEMENT A L'INVESTISSEMENT ET A L'EPARGNE (GRAINE - SARL)

11 BP 468 CMS Ouagadougou 11
Tél. : +226 50 31 47 83/+226 50 30 64 73
E-mail : graine.sarl@gmail.com
Site web : www.graine.bf

ooooooooo

RAPPORT GENERAL DU COMMISSARIAT AUX COMPTES

AU TITRE DE L'EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 2012

(Version définitive)

RC : 2005M246
IFU : 00005982H

01 BP 2768
Ouagadougou 01
BURKINA FASO

Tél. : (226) 50 31 42 48
Fax : (226) 50 31 78 92

E-mail
niza@fasonet.bf

Cpte BOA
01289830016

GRAINE - Sarl

SECRETARIAT

Arrivée le ... 9/07/13

Sous le n° ... 177

Juin 2013

SOMMAIRE

I.	RAPPORT GENERAL DU COMMISSARIAT AUX COMPTES	3
II.	NOTES SUR LES ETATS FINANCIERS, EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 2012.	21
II.1.	Présentation de GRAINE - SARL	22
II.2.	Notes sur les principes comptables	23
II.3.	Notes sur les comptes.....	24
III.	ETATS FINANCIERS CONSOLIDES, EXERCICE 2012	25

I. RAPPORT GENERAL DU COMMISSARIAT AUX COMPTES

Cabinet d'Expertise Comptable NIZA

Ouagadougou, le 24/06/2013

N/R : 114/13/CD/PS/KD/NO/FA

A

Mesdames et Messieurs les
Administrateurs du Groupe
d'Accompagnement à
l'Investissement et à l'Epargne
(GRAINE - SARL)

11 BP 468 CMS Ouagadougou 11
BURKINA FASO

**Objet : rapport général du
Commissariat aux comptes,
exercice clos au 31/12/2012**

Mesdames et Messieurs,

I.1. En exécution du mandat de commissariat aux comptes qui nous a été confiée par lettre n°014/2013/GRAINE/SD/OIC en date du 06/02/2013 du Président de l'Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport général sur les états financiers du Groupe d'Accompagnement à l'Investissement et à l'Epargne (GRAINE - SARL), relatifs à ses activités pour la période du 1^{er} janvier 2012 au 31 décembre 2012 et ce conformément à l'article 715 de l'acte uniforme de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA) relatif au droit des sociétés commerciales et du Groupement d'Intérêt Economique (GIE).

Les états financiers 2012 sur lesquels ont porté nos contrôles présentent les principales caractéristiques suivantes :

Libellés	Montants (FCFA)
Total du bilan	3 059 089 661
Capitaux propres	2 013 488 915
Résultat net	-58 686 527
Chiffre d'affaires	475 802 757

La responsabilité des Administrateurs est d'effectuer l'arrêté des comptes conformément aux dispositions de l'OHADA, aux instructions de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et aux directives du Ministère des Finances.

La préparation de ces états comprenant le bilan, le compte de résultat, les soldes intermédiaires de gestion, les encours des prêts aux dirigeants, la liste des débiteurs les plus importants, l'état des crédits en souffrance, les ratios prudentiels... relèvent de la responsabilité de la gérance de GRAINE-SARL.

RC : 2005M246
IFU : 00005982H
Baskuy Sud

01 BP 2768
Ouagadougou 01
BURKINA FASO

Tél : (226) 50 31 42 48
Fax : (226) 50 31 78 92

E-mail
niza@fasonet.bf

Cpte BOA
01289830016

Expertise comptable - Audit - Diagnostic - Commissariat aux Comptes
Assistance Comptable, Juridique, Financière et Informatique
Assistance aux Entreprises, Projets, Associations et ONG - Formations
Développement Institutionnel et Participatif

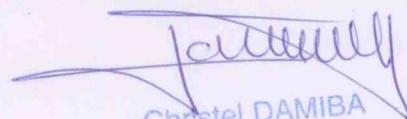
I.2. Notre responsabilité est, sur la base de notre contrôle des comptes, d'exprimer une opinion sur ces états financiers. Notre examen a été effectué conformément aux normes de contrôle généralement admises au plan international notamment les normes International Standards on Auditing (normes ISA) de l'International Federation of Accountants (IFAC) et aux textes réglementant les Systèmes Financiers Décentralisés dans l'espace UEMOA. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un contrôle comptable consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans les comptes annuels. Il consiste également à évaluer les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes annuels et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que le contrôle auquel nous avons procédé fournit une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

I.3. A notre avis, sous réserve de l'incidence sur les états financiers 2012 des constatations et observations exposées au paragraphe I.4 notamment :

- la mise en application non suffisante des recommandations contenues dans le rapport du Commissariat aux comptes, exercice 2011 et issues des différents rapports 2010-2012 des contrôleurs internes ;
- l'activité de contrôle interne plus curatif que préventif, ne permettant pas d'anticiper sur certains évènements ;
- la non standardisation des pratiques au niveau des deux (2) Agences (Boromo et Bogandé) ;
- les détournements [un (1) à Boromo et deux (2) à Bogandé] ;
- le braquage de Bogandé ;
- la non concordance, sauf en fin de crédit, entre les états ADBanking et les états au niveau des points de service ;
- les suspens de longue date au niveau des états de rapprochement bancaire (apurés partiellement au niveau du Siège et de Bogandé) et au niveau des employés débiteurs ;
- le développement de nouveaux produits avant consolidation des anciens ;

ces derniers présentent sincèrement dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de GRAINE-SARL au 31/12/2012 ainsi que du résultat de ses opérations et des mouvements de trésorerie de l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables spécifiques des Systèmes Financiers Décentralisés.

Le Commissaire aux Comptes


Christel DAMIBA
Expert Comptable
Inscrite à l'ONECCA

I.4. Diligences, constats et observations.

Nos travaux ont porté sur :

- les recommandations du Commissariat aux comptes de l'exercice 2011,
- l'évaluation du contrôle interne,
- le fonctionnement des organes sociaux,
- la réglementation prudentielle.

I.4.1. Recommandations contenues dans le rapport du Commissariat aux comptes relatif à l'exercice 2011

i) Travaux effectués

Nous avons vérifié la mise en application des recommandations contenues dans le rapport de Commissariat aux comptes relatif à l'exercice 2011 (recommandations de 2010 non mises en application en 2011 et recommandations de 2011).

ii) Constats et observations

⇒ Communes au Siège et aux deux (2) Agences

Sur six (6) recommandations relatives à l'organisation et à la tenue de la comptabilité :

- cinq (5) ont été partiellement exécutées,
- une (1) n'a pas été exécutée.

Ce qui est moyen.

Recommandations au 31/12/2011	Point au 31/12/2012	Justification de GRAINE-SARL siège pour les recommandations partiellement exécutées et la recommandation non exécutée
I.4.1.1. Poursuivre le développement de modules du logiciel pour répondre aux attentes de GRAINE - SARL.	Recommandation partiellement exécutée.	Des correspondances ont été envoyées au Siège de ADBanking au Rwanda et les contacts se poursuivent. Une version (en développement) est attendue courant 2013. Les échanges permanents avec le Consultant ont permis de résoudre certaines difficultés mais pour d'autres, c'est à GRAINE-SARL de revoir ses procédures.
I.4.1.2. Poursuivre le développement de modules du logiciel et l'organisation de GRAINE SARL pour permettre la tenue de la comptabilité au jour le jour sinon réduire les retards.	Recommandation partiellement exécutée.	Des efforts sont faits pour une transmission hebdomadaire des pièces. Un plan d'action pour l'informatisation des Points de service est élaboré pour être exécuté courant 2013.

Recommandations au 31/12/2011	Point au 31/12/2012	<i>Justification de GRAINE-SARL siège pour les recommandations partiellement exécutées et la recommandation non exécutée</i>
I.4.1.3. Poursuivre le développement de modules du logiciel de sorte à garder les traces de toute utilisation du système tout en ayant un journal principal correspondant à des opérations réelles et justifiées par des pièces justificatives.	Recommandation non exécutée.	<i>Des échanges sont engagés avec le concepteur de ADBanking pour résoudre cette difficulté (scission du journal principal actuel en deux pour isoler les écritures automatiques de celles des utilisateurs).</i>
I.4.1.4. Trouver un système de numérotation et de classement des pièces justificatives pour faciliter les travaux de contrôles.	Recommandation partiellement exécutée.	<i>Du fait du blocage du serveur à une date donnée pour la saisie, un script a été fait pour considérer la date de la pièce au lieu de la date de saisie (du fait des dates d'échéance des prêts). Le système attribue des n° de transactions dans les journaux en fonction de la date de production des pièces justificatives. Pour résoudre ce problème de classement, des efforts seront faits pour la saisie au jour le jour afin d'annuler ce script.</i>
I.4.1.5. Procéder à la relecture des manuels de procédures pour permettre leur application effective et exhaustive.	Recommandation partiellement exécutée.	<i>La relecture est programmée pour 2013 (second semestre 2013).</i>
I.4.1.6. Voir dans quelle mesure la charge de travail du personnel peut être réduite par un renforcement des ressources humaines pour plus d'efficacité et d'efficience.	Recommandation partiellement exécutée.	<i>Une étude est programmée courant 2013 sur ce volet renforcement des ressources humaines (le rapport final est attendu fin juin 2013). De plus, un travail de sensibilisation des clientes à effectuer elles-mêmes leurs opérations au Point de Service est entrepris.</i>

⇒ **Propres au Siège**

Sur quatre (4) recommandations :

- une (1) a été exécutée,
- deux (2) ont été partiellement exécutées,
- une (1) n'a pas été exécutée.

Ce qui est insuffisant, surtout qu'elles datent toutes de 2010 et reconduites en 2011.

Recommandations au 31/12/2011	Point au 31/12/2012	Justification de GRAINE-SARL siège pour les recommandations partiellement exécutée et la recommandation non exécutée
A] Au niveau du respect de la réglementation		
I.4.1.7. Adresser les rapports internes de vérification ou d'inspection au Ministre des Finances.	Recommandation non exécutée.	<i>Des rapports d'audit interne ont été produits en 2010 et en 2011 et devraient être acheminés par la Gérance au Ministère. Toutefois, des dispositions sont prises pour la transmission effective du rapport de 2012 au Ministère.</i>
B] Au niveau des méthodes et procédures		
I.4.1.8. • Etablir des sous bandes et des bandes récapitulatives pour les multiples pièces justificatives faisant l'objet d'un même enregistrement. • Surligner les montants pris en compte et imputer chaque pièce justificative.	Recommandation exécutée.	
I.4.1.9. Mentionner les références de l'opération diverse sur les pièces justificatives de l'avance y relative afin de faciliter les contrôles.	Recommandation partiellement exécutée.	<i>Les copies des pièces de l'OD ayant servi pour l'avance sont jointes lors de la justification. Etant donné le retard dans la saisie, certaines justifications sont faites avant même que l'opération d'avance ne soit saisie (pas encore de référence de transaction dans le système).</i>
I.4.1.10. Mentionner au niveau de l'opération diverse les références de l'opération de reversement de reliquat afin de faciliter les contrôles.	Recommandation partiellement exécutée.	<i>Le reçu de reversement est joint aux justificatifs de l'avance lors de la justification. Les références de la transaction sur le reversement seront jointes.</i>

⇒ **Propres à l'Agence de Boromo**

Sur dix (10) recommandations :

- quatre (4) ont été exécutées,
- trois (3) ont été partiellement exécutées,
- trois (3) n'ont pas été exécutées.

Ce qui est insuffisant même si une (1) des partiellement exécutée ne dépend pas de la seule volonté de l'Agence, sept (7) datent de 2010.

Recommandations au 31/12/2011	Point au 31/12/2012	Justification de GRAINE-SARL pour les recommandations partiellement et non exécutées.
A] Au niveau de la sécurité		
I.4.1.11. Doter les points de service de coffre-fort qui seront utilisés par leurs Responsables.	Recommandation partiellement exécutée.	<i>Sur cinq points de service que compte l'agence, trois (3) possèdent un coffre-fort.</i>

Recommandations au 31/12/2011	Point au 31/12/2012	<i>Justification de GRAINE-SARL pour les recommandations partiellement et non exécutées.</i>
		<i>Il est encore prévu la dotation d'autres points de service courant 2013.</i>
B] Au niveau des méthodes et procédures		
I.4.1.12. Suivre les procédures décrites dans les manuels de procédures.	Recommandation partiellement exécutée.	<i>Certaines procédures (ex : procédure de reversement des sommes récupérées sur le terrain) ne sont pas totalement suivies. Une révision des procédures est prévue pour courant 2013. A la suite de la révision ,un recyclage du personnel (agent de crédit, Responsables de Points de services ,personnel des agences et du siège de GRAINE et autre personnel d'appui) sur ces procédures est prévu pour 2013.</i>
I.4.1.13. Tenir la comptabilité au jour le jour.	Recommandation non exécutée.	<i>ADBanking n'est pas installé dans tous les Points de Service. Chaque point de Service doit rapatrier ses pièces justificatives de façon périodique au siège pour la saisie. Ce qui ne permet pas la tenue au jour le jour de la comptabilité .Un système de rapatriements des pièces de façon hebdomadaire est mis en pratique pour réduire les délais de saisie. Une information des points de Service est prévue pour courant 2013.</i>
I.4.1.14. Établir des sous bandes et des bandes récapitulatives pour les multiples pièces justificatives faisant l'objet d'un même enregistrement. Surligner les montants pris en compte.	Recommandation exécutée.	
I.4.1.15. Solder le compte d'attente actif 3791 ou le justifier.	Recommandation non exécutée.	<i>Le solde de ce compte a été transféré sur le compte 379111. Le solde de ce compte n'est pas nul.</i>
C] Au niveau du suivi et de la gestion du crédit		
I.4.1.16. Mentionner les références CIB et CNIB sur les demandes de prêts.	Recommandation partiellement exécutée.	<i>Les clientes de GRANE sont issues du milieu rural et n'ont pas d'une manière générale de carte d'identité. Toutefois, les références des CNIB de celles qui en possèdent sont mentionnées. CAC : prendre donc en témoins celles qui possèdent pour celles qui n'en ont pas, ça développerait plus la solidarité...</i>

Recommandations au 31/12/2011	Point au 31/12/2012	Justification de GRAINE-SARL pour les recommandations partiellement et non exécutées.
D] Au niveau de la trésorerie		
I.4.1.17. Photocopier le relevé bancaire et déduire à chaque fois en mettant en évidence par un surligneur le montant des frais bancaires du montant brut.	Recommandation exécutée.	

⇒ Propres à l'Agence de Bogandé

Sur douze (12) recommandations :

- trois (3) ont été exécutées,
- cinq (5) ont été partiellement exécutées,
- quatre (4) n'ont pas été exécutées.

Ce qui est insuffisant même si une (1) des partiellement exécutée ne dépend pas de la seule volonté de l'Agence, cinq (5) datent de 2010.

Recommandations au 31/12/2011	Point de la mise en œuvre au 31/12/2012	Justification de GRAINE-SARL pour les recommandations partiellement et non exécutées
A] Au niveau de la sécurité		
I.4.1.18. Doter les points de service de coffre-fort qui seront utilisés par leurs Responsables.	Recommandation partiellement exécutée.	<i>Tous les points de service ne disposent pas encore de coffre-fort mais courant 2012, des points de service supplémentaires ont été dotés en coffre-fort (Gayérie et Bogandé). Il est encore prévu la dotation d'une partie en 2013.</i>
I.4.1.19. Appliquer correctement les manuels de procédures et multiplier les contrôles pour éviter de telles situations à l'avenir (situation de détournements : des agents de crédits qui récupèrent des sommes sur le terrain et qui ne reversent pas dans les comptes de l'agence).	Recommandation partiellement exécutée.	<i>GRAINE a renforcé le Service d'Audit Interne par le recrutement de nouveaux contrôleurs courant 2012 mais des détournements ont encore eu lieu. GRAINE travaille à l'ouverture des guichets dans tous les Points de Service et à la sensibilisation des clients à effectuer leurs opérations au guichet.</i>
I.4.1.20. <ul style="list-style-type: none"> • Mettre un plafond de montant à récupérer par jour par Agent de Crédit pour limiter les risques liés à la méthodologie pratiquée (selon la méthodologie de crédit, les récupérations d'intérêts et de mobilisation d'épargne sont faites sur le terrain). • Encourager les GVM à faire les versements au point de service. 	Recommandation partiellement exécutée.	<i>Un plafond de montant à récupérer est défini. Mais la situation d'insécurité sur les routes s'aggrave : des agents de crédits ont encore été attaqués par des coupeurs de route qui ont emporté des sommes d'argent. Toutefois, GRAINE travaille à l'ouverture des guichets dans tous les Points de Service et à la sensibilisation des clients à effectuer leurs opérations au guichet.</i>

Recommandations au 31/12/2011	Point de la mise en œuvre au 31/12/2012	Justification de GRAINE-SARL pour les recommandations partiellement et non exécutées
B] Au niveau des méthodes et procédures		
I.4.1.21. Établir des sous bandes et des bandes récapitulatives pour les multiples pièces justificatives faisant l'objet d'un même enregistrement. Surligner les montants pris en compte.	Recommandation exécutée.	
C] Au niveau du suivi et de la gestion du crédit		
I.4.1.22. Sensibiliser les bénéficiaires de crédit à l'application de la pénalité de retard de paiement des échéances et l'appliquer.	Recommandation exécutée.	
I.4.1.23. Mentionner les références CIB et CNIB sur les demandes de prêts.	Recommandation partiellement exécutée.	<i>Les clientes de GRAINE sont issues du milieu rural et n'ont pas d'une manière générale de carte d'identité. Toutes les clientes n'ont pas de cartes d'identité. Toutefois, les références des CNIB de celles qui en possèdent sont mentionnées.</i>
I.4.1.24. Traiter la partie analyse de la demande de la fiche de demande de prêt et renseigner la colonne activité de façon exhaustive.	Recommandation partiellement exécutée.	<i>La colonne activité n'est pas toujours systématiquement renseignée.</i>
D] Au niveau de l'organisation et de la tenue de la comptabilité		
I.4.1.25. Saisir les annulations à leur date réelle pour faciliter les contrôles et éviter les confusions.	Recommandation exécutée.	
I.4.1.26. Veiller à ce que les comptes d'attente soient toujours soldés.	Recommandation non exécutée.	<i>Les comptes d'attente ont des soldes non nuls.</i>
E] Au niveau du personnel		
I.4.1.27. Demander le transfert des dossiers des nouveaux agents du Siège à l'Agence.	Recommandation non exécutée (mais abandonnée).	<i>L'option de centralisation des dossiers du personnel au siège est envisagée : GRAINE compte recruter un Gestionnaire des ressources humaines courant 2013.</i>
I.4.1.28. Réorganiser les dossiers du personnel en ouvrant des sous chemises par nature d'informations « informations personnelles, recrutement, échanges, congés, sanctions... » afin de faciliter les consultations.	Recommandation non exécutée.	<i>Un gestionnaire des ressources humaines sera recruté courant 2013.</i>
I.4.1.29. Tenir les dossiers du personnel à jour en reversant toujours une copie des données ayant un rapport avec le personnel dans les dossiers.	Recommandation non exécutée.	<i>Un gestionnaire des ressources humaines sera recruté courant 2013.</i>

I.4.2. Evaluation du contrôle interne

i) Travaux effectués

La législation des Systèmes Financiers Décentralisés intime aux organes exécutifs de ces institutions de prendre les dispositions pour instaurer en leur sein un système de contrôle interne efficace. Le Commissaire aux Comptes doit apprécier les conditions d'exercice du contrôle et formuler, en cas de besoin des recommandations qui visent la correction des faiblesses et irrégularités qu'il aura constatées. C'est dans ce sens que nous avons passé en revue les dispositifs et les processus du système de contrôle interne de GRAINE - SARL pour nous assurer de leur capacité à :

- maîtriser les risques auxquels GRAINE - SARL peut être exposé ;
- prévenir et à détecter les fraudes et erreurs ;
- confirmer l'exactitude et l'exhaustivité des enregistrements des transactions de GRAINE - SARL ;
- sauvegarder les actifs de GRAINE - SARL ;
- garantir le respect des politiques de gestion ;
- produire régulièrement des informations financières fiables.

La revue de l'organisation de GRAINE - SARL, des outils et méthodes de travail, des procédures en vigueur et du rapport de l'audit interne, appelle de notre part les observations ci-après.

Il faut noter que cette revue a été effectuée sur la base de sondages et ne saurait prétendre mettre en évidence toutes les faiblesses éventuelles dans la gestion de GRAINE - SARL.

ii) Constats et observations

⇒ Communes au Siège et aux deux (2) Agences

Faiblesses	Risques et contre performances	Recommandations	Commentaires de GRAINE SARL Siège et des agences	Responsables et délai d'exécution
			Au niveau de l'organisation et de la tenue de la comptabilité	
I.4.2.1. La structure GRAINE – SARL a grandi rapidement avec de nouveaux produits pendant que les anciens ne sont pas consolidés et de nouveaux points de services.	<p>A] Au niveau de maîtrise des activités.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Problème de maîtrise des activités. • Risque de remettre en cause les objectifs à long terme. 	Consolider d'abord les acquis avant de proposer de nouveaux produits et ouvrir d'autres points de services.	<i>Nous prenons bonne note.</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Gérante * Chefs d'agences • Sans délai
I.4.2.2. Le paramétrage du logiciel ADBanking n'est pas encore terminé. De plus, le logiciel ADBanking n'a pas la même logique dans le traitement des remboursements.	<p>les enregistrements comptables.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Erreurs dans les enregistrements comptables. • Difficultés de rapprochement de états logiciel et états extra. 	Accélérer le processus du paramétrage du logiciel afin d'éviter des erreurs dans l'avenir.	<i>Nous prenons bonne note.</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Audit interne * Comptables • Sans délai
			Au niveau de la gestion des crédits	
I.4.2.3. Les crédits en souffrance sont en augmentation.	<p>B] Risque de dégradation du portefeuille crédit.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Non respect des ratios prudentiels des SFD. 	<p>Renforcer les méthodes de renseignements sur les clients et analyser les garanties et cautions afin de limiter les risques de non recouvrements.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Renforcer le Service Exploitation dans son encadrement du crédit, voire créer un Service du Contentieux. 	<i>Nous prenons bonne note.</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Gérante * Responsable des opérations • Sans délai
I.4.2.4. Le contrôle interne détecte les problèmes seulement en cas de départ des Agents incriminés ou en cas de plainte de GVM et va faire le point, il n'anticipe pas.	<p>Pertes de fonds.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Augmentation des malversations. 	Prendre des mesures pour prévenir les risques au lieu d'être plus curatif que préventif.	<i>Nous prenons bonne note.</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Audit interne • Sans délai

Faiblesses	Risques et contre performances	Recommandations	Commentaires de GRAINE SARL Siège et des agences	Responsables et délai d'exécution
I.4.2.5. Il y a eu un braquage durant 2012 au détriment de l'Agence de Bogandé.	<ul style="list-style-type: none"> • Perte de fonds. • Dégradation du patrimoine. 	<p>Accélérer le processus d'informatisation des points de services et de création de guichets afin d'endiguer les situations de braquages dans l'avenir et inciter les clients à les fréquenter.</p>	<p>Nous prenons bonne note.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Gérance • Sans délai
I.4.2.6. Certains justificatifs d'achats ne contiennent pas les factures pro-forma non retenues qui ont concouru au choix du fournisseur. Exemples : Opération 4135 site WEB pour 800 000 F CFA et opération 4137 achat compteur pour 441 000 F CFA.	Justificatifs insuffisants.	Matérialiser la mise en concurrence des fournisseurs par un PV de cotation (PV de sélection)	<p>Nous prenons bonne note.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Audit et contrôle interne * Gestionnaire Administratif et Comptable * Comptable • Sans délai
C] Au niveau de la trésorerie				
I.4.2.7. D'une manière générale et surtout au niveau de l'agence de Boromo, il subsiste plusieurs suspens au niveau des états de rapprochement bancaire.	<ul style="list-style-type: none"> • Difficultés dans les analyses. • Perte de l'utilité du rapprochement bancaire, outil de contrôle à posteriori de la banque. 	Analyser les suspens dans les rapprochements bancaires en vue de décisions idoines.	<p>Nous prenons bonne note.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Comptables • Audit et contrôle interne • Sans délai
D] Au niveau des tiers				
I.4.2.8. Les employés débiteurs traitent des suspens.	Difficultés dans les analyses.	Analyser et apurer en perte ou en produit exceptionnel les suspens d'une durée de plus de trois mois.		<ul style="list-style-type: none"> • Comptables * Contrôleurs internes • Sans délai

⇒ **Propres au Siège**

Faiblesses	Risques et contre performances	Recommandations	Commentaires de GRAINE SARL Siège	Responsables et délai d'exécution
A] Au niveau de l'organisation et de la tenue de la comptabilité				
I.4.2.9. Il n'est pas indiqué à chaque fois le libellé de l'opération au niveau de fiche de saisie « remarque ». Exemples : pièces 4231, 4107, 4337 et 4338.	Informations exhaustives.	Indiquer à chaque fois le libellé de l'opération au niveau de fiche de saisie « remarque ».	<p>Nous prenons bonne note.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Audit et contrôle interne * Gestionnaire Administratif et Comptable * Comptable • Sans délai

Faiblesses	Risques et contre-performances	Recommandations	Commentaires de GRAINE SARL Siège	Responsables et délai d'exécution
<p>I.4.2.10. Les retenues à la source sur les prestataires de services et de travaux ne sont pas effectuées systématiquement.</p> <p>De plus, certaines retenues à la source effectuées sur les prestataires de services et de travaux n'ont pas été toutes reversées courant 2012.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Non-respect de la législation en vigueur. • Possibilités de pénalités en cas de contrôle par les services des impôts. 	<p>Effectuer selon la législation en vigueur et reverser intégralement aux services des impôts les retenues à la source sur les prestataires de services et de travaux.</p>	<p><i>Nous prenons bonne note.</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> • Gérante * Audit et contrôle interne * Gestionnaire Administratif et Comptable * Comptable • Sans délai
<p>I.4.2.11. Il n'est pas chaque fois joint l'attestation et la quittance de retenue à la source à la pièce justificative y relative.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Difficultés de s'assurer de l'effectivité du règlement. • Informations non exhaustives. 	<p>Joindre systématiquement l'attestation et la quittance de retenue à la pièce justificative y relative.</p>	<p><i>Nous prenons bonne note.</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> • Audit et contrôle interne * Gestionnaire Administratif et Comptable * Comptable • Sans délai
<p>I.4.2.12. D'une manière générale, les états de rapprochements bancaires ont été mal établis. En effet, des chèques passés le même mois se retrouvent sur l'état de rapprochement bancaire d'octobre 2012 et ce jusqu'en fin décembre 2012.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Perte de valeur du contrôle à posteriori de la banque. • Etats inutiles. 	<p>Etablir les états de rapprochement bancaire en bonne et due forme afin de permettre des analyses pertinentes.</p>	<p><i>Nous prenons bonne note.</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> • Audit et contrôle interne * Gestionnaire Administratif et Comptable * Comptable • Sans délai
<p>I.4.2.13. Les agios/frais bancaires ne sont pas régularisés dans des délais raisonnables. En effet, ceux de l'exercice 2012 n'ont été régularisés qu'en décembre 2012.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Suspens de plus d'un mois. • Confusions. 	<p>Régulariser les agios/frais bancaires dans le mois suivant l'état de rapprochement auquel il se rapporte.</p>	<p><i>Nous prenons bonne note.</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> • Audit et contrôle interne * Gestionnaire Administratif et Comptable * Comptable • Sans délai
<p>I.4.2.14. Des chèques sont émis au nom des Employés qui ne sont pourtant pas les bénéficiaires finaux.</p> <p>Par exemples chèque de 400 000 F CFA pour recharge tomcard établi au nom du Chauffeur OUEDRAOGO Serge opération n° 2067 du 09/01/2012 et n°2163 du 16/02/2012, chèque de 18 900 F CFA pour achat consommables informatiques au nom de DEBE B. Martial Responsable SIG, opération 4110 d'octobre 2012.</p>	<p>Caisse déguisée.</p>	<p>Approvisionner la caisse en bonne et due forme avant d'effectuer les règlements en respect des procédures en matière d'achats en espèces.</p>	<p><i>Nous prenons bonne note.</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> • Audit et contrôle interne * Gestionnaire Administratif et Comptable * Comptable * Secrétaire Caissière • Sans délai

Faiblesses	Risques et contre-performances	Recommandations	Commentaires de GRAINE SARL Siège	Responsables et délai d'exécution
<p>I.4.2.15. Des observations formulées par l'Auditeur Interne sur certaines pièces incomplètes ne sont pas complétées par la comptabilité.</p> <p>Par exemple pièces 4099 et 4100 sans bon de commande.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Informations non exhaustives. Non efficacité des contrôles. 	<p>Compléter les informations demandées suite aux contrôles de l'Auditeur Interne.</p>	<p><i>Nous prenons bonne note.</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> Audit et contrôle interne Gestionnaire Administratif et Comptable Comptable Sans délai
<p>I.4.2.16. D'une manière générale, il n'est pas établi des fiches de décompte dans le cadre des factures à règlements multiples.</p>	<ul style="list-style-type: none"> Difficultés de suivi des règlements par tranches. Possibilités de double règlement sans se rendre compte. 	<p>Etablir des fiches de décompte pour les factures à règlements multiples qui rappellent le n° du contrat, la date, le montant total des travaux, les dates, les montants et les références dans la comptabilité des règlements précédents pour un suivi efficace des règlements des décomptes.</p>	<p><i>Nous prenons bonne note.</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> Audit et contrôle interne Gestionnaire Administratif et Comptable Comptable Sans délai
<p>I.4.2.17. Des annulations d'écritures comptables ne sont pas signalées à temps.</p>	<p>Perte de temps dans le traitement des données.</p>	<p>Signaler les annulations d'écritures comptables au niveau de l'enregistrement à annuler.</p>	<p><i>Nous prenons bonne note.</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> Gestionnaire Administratif et Comptable Comptable Sans délai

Faiblesses	Risques et contre-performances	Recommandations	Commentaires de GRAINE SARL Siège	Responsables et délai d'exécution
I.4.2.18. Des opérations de crédit ont été enregistrées au niveau du compte bancaire fonctionnellement qui n'est pas destiné à des opérations de ce type.	<ul style="list-style-type: none"> • Confusions. • Possibilités de double comptabilisation. 	Comptabiliser les opérations de crédits au niveau du compte bancaire approprié.	Nous prenons bonne note.	<ul style="list-style-type: none"> • Gestionnaire Administratif et Comptable • Sans délai

⇒ Propres à l'Agence de Boromo

Faiblesses	Risques et contre-performances	Recommandations	Commentaires de GRAINE Agence de Boromo	Responsables et délai d'exécution
A) Au niveau de l'organisation et de la tenue de la comptabilité				
I.4.2.19. Des suspens de plus d'un an au niveau des états de rapprochements bancaires y compris une entrée.	Confusions	Les suspens doivent être analysés, justifiés puis apurés.	Cette recommandation sera exécutée en 2013.	<ul style="list-style-type: none"> • Gérante • Gestionnaire Administratif et Comptable • Comptable • Sans délai
I.4.2.20. Confusions dans les enregistrements entre le compte 101123 « guichet Boromo » et le compte 101133 « coffre-fort ».	<ul style="list-style-type: none"> • Non-respect de la sincérité dans les enregistrements comptables. • Possibilité de double enregistrement. 	Les dépenses de fonctionnement ne sont pas enregistrées au compte guichet mais plutôt sur le compte Caisse menues dépenses.	Ce dysfonctionnement est lié au logiciel ADBanking. Cette recommandation sera exécutée en 2013.	<ul style="list-style-type: none"> • Audit et contrôle interne • Gestionnaire Administratif et Comptable • Comptable • Sans délai
B) Au niveau de la gestion des crédits				
I.4.2.21. Une évaluation erronée des encours de crédits de l'exercice 2011 dans le rapport global de l'exercice 2012.	<ul style="list-style-type: none"> • Non exhaustivité. • Image trompeuse. 	Les informations de comparaison fournies dans le rapport global d'activité soient justes afin d'éviter le risque de donner une image trompeuse de l'évolution des activités.	Cela est dû à une erreur de calcul des encours de crédits. Les dispositions seront prises pour éviter ces genres d'erreurs dans le futur.	<ul style="list-style-type: none"> • Chef d'Agence • Audit et contrôle interne • Sans délai

⇒ Propres à l'Agence de Bogandé

Faiblesses	Risques et contre-performances	Recommandations	Commentaires de GRAINE Agence de Bogandé	Responsables et délai d'exécution
		A) Au niveau de la sécurité		
I.4.2.22. De retour d'une sortie terrain, des coupeurs de route ont attaqué deux agents de crédits venant de Fada avant de les déposséder de la somme de 1 940 500 F CFA dont 1666 500 F CFA appartenant à GRAINE-SARL, provenant des récupérations faites le même jour auprès de GVM.	Perte de fonds.	<ul style="list-style-type: none"> * Accélérer le processus d'information des points de services afin de permettre aux clientes et aux agents de crédits de faire directement leurs opérations au niveau des guichets de ces points de services. * Eviter les sorties nocturnes. 	<p><i>Le processus et d'information de guichet au niveau des points de service se poursuit pour éviter ces situations dans l'avenir la recommandation sera entièrement exécutée au cours de 2013.</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> • Chef d'agence * Audit et contrôle interne • Sans délai
I.4.2.23. Il y a eu deux (2) détournements mais les éléments y relatifs n'ont pas pu être mis à notre disposition.	<ul style="list-style-type: none"> • Perte de fonds. • Justificatifs indisponibles. 	<ul style="list-style-type: none"> • Veiller à établir un rapport clair dans le cadre des détournements. • Renforcer le contrôle hiérarchique les Responsables de points de Service (RSP) doivent vérifier journalièrement les récupérations faites par les Agents de Crédit (AC). 	<p><i>Nous prenons bonne note.</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> • Chef d'agence * Audit et contrôleur Interne • Sans délai
		B) Au niveau de l'organisation et de la tenue de la comptabilité		
I.4.2.24. Le contrôleur interne n'établit pas des rapports périodiques à part les PV de prises d'encaissements inopinées.	Non exhaustivité des informations fournies.	Elaborer des rapports périodiques et faire la synthèse à la fin de l'exercice.	<p><i>Nous prenons bonne note.</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> • Le contrôleur interne • Sans délai
I.4.2.25. Il n'a pas été établi un état de mise en œuvre des recommandations contenues dans ce rapport de Commissariat aux Comptes 2011.	Difficultés de mise en œuvre des recommandations.	Veiller à élaborer un chronogramme pour la mise en œuvre des recommandations.	<p><i>Nous prenons bonne note.</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> • Chef d'agence * Audit et contrôle interne • Sans délai

I.4.3. Fonctionnement des organes sociaux

i) Travaux effectués

Nous avons procédé aux vérifications portant sur le fonctionnement du gouvernement d'entreprise de GRAINE - SARL. Ces vérifications ont porté sur la conformité des statuts, la désignation des dirigeants, les réunions des organes sociaux, l'existence de documents et plans de stratégie et l'accès des associés aux informations dont ils sont destinataires.

ii) Constats et observations

Il ressort que :

- les statuts de GRAINE - SARL sont conformes à l'Acte Uniforme de l'OHADA du 17 octobre 1997 relatif au droit des sociétés commerciales et du Groupement d'Intérêt Economique (GIE) ;
- les règles statutaires sont respectées ;
- un Gérant a été régulièrement désigné ;
- les réunions statutaires sont respectées ;
- GRAINE - SARL dispose d'un plan de développement stratégique maintenu en fonction des évolutions de ses activités ;
- les associés de GRAINE - SARL peuvent avoir accès aux informations dont ils sont destinataires dans les formes appropriées.

I.4.4. Réglementation prudentielle

i) Travaux effectués

Le contrôle du respect de la réglementation prudentielle vise à s'assurer que GRAINE - SARL exerce ses activités en se conformant au nouveau dispositif prudentiel en vigueur et applicable aux Système Financiers Décentralisés. Il faut noter que les activités de Micro crédit de GRAINE - SARL s'effectuent en majeure partie au niveau des deux (2) agences. L'activité de micro crédit a démarré au cours de l'exercice 2010 au Siège avec des villages de Yagma et au cours de l'exercice 2011 avec des villages de Saponé.

ii) *Constats et observations*

Les ratios respectent la réglementation prudentielle dans l'espace UEMOA comme le montre le tableau ci-dessous :

Ratios	Siège	Agence de Boromo	Agence de Bogandé	GRAINE - SARL Consolidé	Normes	
					Seuil	Observations
Limitation des risques auxquels est exposée l'institution	32,22%	111,11%	97,26%	99,02%	$\leq 200\%$	Respectée
Couverture des emplois à moyen et long terme par les ressources stables	298,47%	655,81%	836,03%	619,58%	$\geq 100\%$	Respectée
Limitation des prêts aux dirigeants, au personnel ainsi qu'aux personnes liées	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	$\leq 10\%$	Respectée
Limitation des risques pris par un seul membre	0,00%	0,47%	0,00%	0,26%	$\leq 10\%$	Respectée
Norme de liquidité	37,76%	425,77%	319,14%	288,61%	$\geq 100\%$	Respectée
Limitation des opérations autres que les activités d'épargne et de crédit	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	$\leq 5\%$	Respectée
Constitution de la réserve générale				0,00%	$\geq 15\%$	Respectée
Norme de capitalisation	0,00%	74,23%	72,77%	65,82%	$\geq 15\%$	Respectée
Limitation des prises de participation	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	$\leq 25\%$	Respectée
Financement des immobilisations et des participations				6,88	$\leq 100\%$	Respectée

**II. NOTES SUR LES ETATS FINANCIERS, EXERCICE CLOS AU 31
DECEMBRE 2012**

II.1. Présentation de GRAINE - SARL

II.1.1. Dénomination	Groupe d'Accompagnement à l'Investissement et à l'Epargne (GRAINE)
II.1.2. Historique	<p>Le Groupe d'Accompagnement à l'Investissement et à l'Epargne (GRAINE), est une institution de micro finance de type sociétaire créée en août 2006 par la transformation du programme de micro finance du Catholic Relief Services/Programme du Burkina Faso (CRS/BF). Les associés de GRAINE-SARL sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le Catholic Relief Services/Programme du Burkina Faso (CRS/BF) • et l'Organisation Catholique pour le Développement et la Solidarité (OCADES Représentation nationale), la structure d'œuvres sociales de l'Eglise Catholique du Burkina Faso. <p>Les deux (2) associés ont pour caractéristique principale d'être des structures caritatives de l'Eglise Catholique.</p> <p>Le capital de GRAINE - SARL est de un million (1 000 000) de francs CFA reparti comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • OCADES Caritas Burkina : cinq cent dix mille (510 000) francs CFA soit 51%, • CRS/BF : quatre cent quatre vingt dix mille (490 000) francs CFA soit 49%.
II.1.3. Statut juridique	<p>II.1.3.1. Forme juridique Société A Responsabilité Limitée (SARL) régie par l'acte uniforme du 17/04/1997 relatif au droit des sociétés commerciales et du groupement d'intérêt économique.</p> <p>GRAINE - SARL est une Institution de Microfinance (IMF) agréée par arrêté N° 2010/420/MEF/SG/DGTCP/DMF du 17/12/2010 et inscrit au registre des Systèmes Financiers Décentralisés du Ministère de l'Economie et des Finances sous le numéro A-1320100409. Il porte le registre de commerce BF OUA 2010M4057 et le numéro IFU 00024558X.</p> <p>II.1.3.2. Agrément GRAINE - SARL est inscrit au registre des Systèmes Financiers Décentralisés du Ministère de l'Economie et des Finances sous le numéro A-1320100409 par arrêté n°2012/420/MEF/SG/DGTCP/DMF.</p>
II.1.4. Mission	Contribuer à l'amélioration des conditions économiques et sociales des populations pauvres du Burkina Faso en majorité les femmes du milieu rural en leur offrant des services financiers adaptés.
II.1.5. Principes et valeurs	<ul style="list-style-type: none"> • Option préférentielle pour les pauvres, • Respect de la dignité humaine, • Engagement, • Solidarité, • Intégrité, • Subsidiarité, • Professionnalisme, • Transparence.
II.1.6. Vision à l'horizon 2014	Etre une institution de micro finance financièrement autonome et leader en offre de services financiers aux femmes rurales au Burkina Faso.
II.1.7. Population cible	Femmes rurales du Burkina Faso
II.1.8. Principes de micro finance	<ul style="list-style-type: none"> • Servir les plus pauvres, • Lier le crédit à l'épargne, • Utiliser les garanties solidaires, • Pratiquer la gestion participative, • Rechercher l'autonomie financière, • Planifier pour la pérennité.
II.1.9. Organes	<ul style="list-style-type: none"> • Organes statutaires *l'Assemblée Générale, *le Conseil de Gestion, *la Gérance.

	<ul style="list-style-type: none"> • Organes de contrôle *l'audit interne, *le contrôle interne.
II.1.10. Services offerts	<p>⇒ Services financiers :</p> <p>GRAINE - SARL propose à sa clientèle des crédits basés sur la caution solidaire du groupe et indexé sur l'épargne qui se constitue au fil du temps. Ce crédit est octroyé individuellement aux clientes organisées au sein de Groupement Villageois de Micro crédit (GVM) dont la taille moyenne est de 40 personnes. En raison du fait que tous les membres du groupe sont solidairement responsables, la subdivision de chaque groupe en plusieurs groupes de solidarité permet aux femmes de s'encourager et de se surveiller mutuellement.</p> <p>⇒ Services non financiers :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'encadrement des GVM avant et après l'octroi du crédit ; • la formation des clientes sur la méthodologie ; • la formation en gestion des Activités Génératrices de Revenu (AGR) sur certains thèmes spécifiques (marketing, gestion financière des AGR) ; • la promotion de l'épargne obligatoire et volontaire.

II.2. Notes sur les principes comptables

II.2.1. GRAINE - SARL Burkina a adopté un système de comptabilité d'engagement. Le plan comptable utilisé est issu du nouveau référentiel comptable des Systèmes Financiers Décentralisés.

Un logiciel intégré de micro finance ADBanking conforme au nouveau référentiel comptable spécifique des Systèmes Financiers Décentralisés de l'UEMOA a été mis en service en juillet 2011 avec basculement des données à partir d'avril 2011. La balance d'ouverture des comptes au moment du basculement a été imprimée signée par le Gestionnaire Administratif et Financier et contresignée par le Consultant du logiciel ADBanking : il n'est plus possible de l'imprimer à nouveau.

Il n'y a pas d'interconnexion du logiciel entre les agences et le siège. Chaque agence a sa base de données et le Siège a deux (2) bases : l'agence du Siège pour les opérations de crédit et le Siège lui-même pour le fonctionnement.

C'est la même organisation dans les deux (2) agences et au Siège. Il y a un journal principal et des journaux de trésorerie. Il y a des profils et des mots de passe définis pour chaque utilisateur. Il y a des utilisateurs qui peuvent effectuer des saisies et des utilisateurs qui ne peuvent que consulter.

Les numéros de pièces sont automatisés par le logiciel. Ces numéros ne sont pas chronologiques car le logiciel attribue systématiquement un numéro à toute opération même pour les consultations de comptes.

Il n'est plus fait usage de fiche d'imputation manuelle. En effet, le logiciel permet d'imprimer une « pièce comptable passage écriture » qui fait office de fiche d'imputation.

Toute opération enregistrée en caisse ne peut pas être modifiée. Compte tenu qu'il s'agit de la première année d'utilisation, GRAINE - SARL a opté de ne pas effectuer de clôture mensuelle et de n'effectuer qu'une clôture annuelle, le temps de maîtrise du logiciel.

Il est impossible de mettre en place un nouveau cycle de crédit pour un GVM donné tant que le précédent n'est pas entièrement clos, ce qui est une bonne sécurité.

II.2.2. Les biens font l'objet d'amortissement conformément à la législation en vigueur au Burkina Faso qui détermine les taux d'amortissement selon la nature et la durée du bien.

II.3. Notes sur les comptes

II.3.1. Les remarques sur les comptes sont déjà contenues dans le tableau d'évaluation du contrôle interne. Les comptes qui doivent faire l'objet de plus d'attention en sus de ceux en régularisations sont les suivants :

- employés débiteurs,
- et Ecobank Boromo Capital.

II.3.2. Il faut noter un accroissement très rapide des pièces justificatives comptables qui renseignent, soutiennent les comptes. Seuls des traitements réguliers des Comptables et des contrôles idoines des Contrôleurs internes peuvent garantir leur régularité.

II.3.3. Les différents soldes des comptes sont indiqués dans les états financiers annexés et leur finalité dans les mémorandums sur les comptes.

III. ETATS FINANCIERS CONSOLIDES, EXERCICE 2012

ANNEXE 2.2

BILAN
GRAINE SARL

DIMF 2000

Etat:

Date d'arrêté: D: ACO
2012/12/31

(en francs CFA)

P:A N.S.:XXX/XX

M:X

CODE POSTE ACTIF	2012			2011			CODE POSTE PASSIF OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	2012		2011	
	BRUT	AMT/PROV	NET	NET	NET						
A01	623 366 819	0	623 366 819	655 247 930	F01	OPERATIONS DE TRESORERIE ET AVEC LES INSTITUTIONS FINANCIERES	276 902 070	51 133 963			
A10	19 622 946	0	19 622 946	1 799 705	F1A	Comptes ordinaires créditeurs Autres comptes de dépôts créditeurs	0	2 779 618			
A11	19 622 946	0	19 622 946	1 799 705	F2A	Dépôts à terme reçus	0	0			
	0	0	0	0	F2B	Dépôts de garantie reçus	0	0			
	0	0	0	0	F2C	Autres dépôts reçus	0	0			
	0	0	0	0	F2D	Comptes d'emprunts	276 902 070	48 354 345			
A12	410 256 750	0	410 256 750	211 456 992	F3A	Emprunt à moins d'un an	0	0			
A2A	190 000 000	0	190 000 000	430 000 000	F3E	Emprunts à terme	276 902 070	48 354 345			
	0	0	0	0	F3F	Autres sommes dues aux institutions financières	0	0			
A2H	190 000 000	0	190 000 000	430 000 000	F50	Ressources affectées	0	0			
A2I	0	0	0	0	F55	Dettes rattachées	0	0			
A2J	0	0	0	0	F60		0	0			
A3A	0	0	0	0			0	0			
A3B	0	0	0	0			0	0			
A3C	3 487 123	0	3 487 123	11 991 233			0	0			
A60	0	0	0	0			0	0			
A70	0	0	0	0			0	0			
A71	0	0	0	0			0	0			
A72	0	0	0	0			0	0			
A73	0	0	0	0			0	0			
B01	2 250 605 218	49 137 455	2 201 467 763	1 837 005 249	G01	OPERATIONS AVEC LES MEMBRES BENEFICIAIRES OU CLIENTS	664 931 652	425 115 266			
B2D	2 120 179 515	0	2 120 179 515	1 813 442 000	G10	Comptes ordinaires créditeurs	521 178 504	322 704 341			
B2N	0	0	0	0	G15	Dépôts à terme reçus	0	0			
B30	0	0	0	0	G2A	Comptes d'épargne à régime spécial	0	0			
B40	0	0	0	0	G30	Autres dépôts de garantie reçus	143 753 148	102 410 825			
	0	0	0	0	G35	Autres dépôts reçus	0	0			
	0	0	0	0	G60	Emprunts	0	0			
	0	0	0	0	G70	Autres sommes dues	0	0			
B65	17 817 480	0	17 817 480	17 004 149	G90	Dettes rattachées	0	0			

ANNEXE 3.3

COMPTÉ DE RESULTAT

DIMF 2000
(en francs CFĀ)

Etat:

GRAINE SARL

Date d'arrĉtĉ: D: RAO

31/12/2012

F:XX/NT:XXX

P:A

N.S.:XXX/XX

M:X

CODE POSTE	CHARGES	N	N-1	CODE POSTE	PRODUITS	N	N-1
R08	CHARGES SUR OPERATIONS AVEC LES INSTITUTIONS		10 174 643	V08	PRODUITS SUR OPERATIONS AVEC LES INSTITUTIONS	13 120 074	17 508 222
R1A	Intĉrĉts sur comptes ordinaires crĉditeurs		-	V1A	Intĉrĉts sur comptes ordinaires dĉbiteurs	161 253	600 028
R1B	Organe financier		-	V1B	Organe financiers	-	-
R1C	Caisse centrale		-	V1C	Caisse centrale	-	-
R1D	Trĉsor public		-	V1D	Trĉsor public	-	-
R1E	CCP		-	V1E	CCP	161 253	600 028
R1F	Banques et correspondants		-	V1F	Banques et correspondants	-	-
R1H	Etablissemments financiers		-	V1H	Etablissemments financiers	-	-
R1I	SFD		-	V1I	SFD	-	-
R1K	Autres institutions financiĉres		-	V1K	Autres institutions financiĉres	-	-
R1L	Intĉrĉts sur autres comptes de dĉpĉts crĉditeurs		-	V1L	Intĉrĉts sur autres comptes de dĉpĉts dĉbiteurs	12 908 759	16 908 194
R1N	Dĉpĉts Ā terme reĉus		-	V1Q	Intĉrĉts sur dĉpĉts Ā terme constituĉs	12 908 759	16 908 194
R1P	Dĉpĉts de garantie reĉus		-	V1R	Intĉrĉts sur dĉpĉts de garantie constituĉs	-	-
R1Q	Autres dĉpĉts reĉus		-	V1S	Intĉrĉts sur autres dĉpĉts constituĉs	-	-
R2A	Intĉrĉts sur comptes d'emprunts		6 392 634	V2A	Intĉrĉts sur comptes de prĉts	-	-
R2F	Intĉrĉts sur emprunt Ā moind'un an		-	V2C	Intĉrĉts sur prĉts Ā moins d'un an	-	-
R2G	Intĉrĉts sur emprunt Ā terme		6 392 634	V2G	Intĉrĉts sur prĉts Ā terme	50 062	-
R2R	Autres intĉrĉts		-	V2Q	Autres intĉrĉts	49 662	-
R2T	Divers intĉrĉts		9 900	V2S	Divers intĉrĉts	-	-
R2Z	Commissions		3 772 109	V2T	Commissions	-	-
R3A	CHARGES SUR OPERATIONS AVEC LES MEMBRES BENEFICIAIRES OU CLIENTS		-	V3A	PRODUITS SUR OPERATIONS AVEC LES MEMBRES BENEFICIAIRES	462 682 683	389 352 284
R3C	Intĉrĉts sur comptes des membres, bĉnĉficiaries ou clients		-	V3B	Intĉrĉts sur crĉdits aux membres, bĉnĉficiaries ou clients	421 281 783	354 299 759
R3D	Intĉrĉts sur comptes ordinaires crĉditeurs		-	V3C	Intĉrĉts sur crĉdits Ā court terme	421 281 783	354 299 759

R3F	Intérêts sur dépôts à terme reçus	-	-	-	V3M	Intérêts sur crédits à moyen terme	-	-
R3G	Intérêts sur comptes d'épargne à régime spécial	-	-	-			-	-
R3H	Intérêts sur dépôts de garantie reçus	-	-	-			-	-
R3J	Intérêts sur autres dépôts reçus	-	-	-			-	-
R3N	Intérêts sur emprunts et autres sommes dues	-	-	-			-	-
R3Q	Autres intérêts	-	-	-	V3R	Autres intérêts	45 980	50 750
R3T	Commissions	-	-	-	V3T	Divers intérêts	45 980	50 750
		-	-	-	V3X	Commissions	41 354 920	35 001 775
R4B	CHARGES SUR OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	-	-	-	V4B	PRODUITS SUR OPERATIONS SUR TITRES ET OPERATIONS DIVERSES	-	-
R4C	Charges et pertes sur titres de placement	-	-	-	V4C	Produits et profits sur titres de placement	-	-
R4K	Charges sur opérations diverses	-	-	-	V4D	Intérêts sur crédits accordés au personnel non membres	-	-
R4N	Commissions	-	-	-	V4E	Produits sur opérations diverses	-	-
		-	-	-	V4F	Commissions	-	-
R5B	CHARGES SUR IMMOBILISATIONS FINANCIERES	-	-	-	V5B	PRODUITS SUR IMMOBILISATIONS FINANCIERES	-	-
R5C	Frais d'acquisition	-	-	-	V5C	Produits sur prêts et titres subordonnés	-	-
R5D	Etalement de la prime	-	-	-	V5D	Dividendes et produits assimilés sur titres de participations	-	-
		-	-	-	V5F	Produits et profits sur titres d'investissement	-	-
R5E	CHARGES SUR CREDIT BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	-	-	-	V5G	PRODUITS SUR OPERATIONS DE CREDITS BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	-	-
R5G	Charges sur opérations de crédit bail	-	-	-	V5H	Produits sur opération de crédits bail	-	-
R5H	Dotations aux amortissements	-	-	-	V5J	Loyers	-	-
R5J	Dotations aux provisions	-	-	-	V5K	Reprises de provisions	-	-
R5K	Moins-value de cession	-	-	-	V5L	Plus- values de cession	-	-
R5L	Autres charges	-	-	-	V5M	Autres produits	-	-
R5M	Charges sur opérations de location avec l'option d'achat	-	-	-	V5N	Produits sur opérations de location avec option d'achat	-	-
R5N	Dotations aux amortissements	-	-	-	V5P	Loyers	-	-
R5P	Dotations aux provisions	-	-	-	V5Q	Reprises de provisions	-	-
R5Q	Moins-value de cession	-	-	-	V5R	Plus- values de cession	-	-
R5R	Autres charges	-	-	-	V5S	Autres produits	-	-

	Charges sur opérations de location-vente					Produits sur opérations de location vente		
R5S	Dotations aux amortissements	-	-	V5T	-	Loyers	-	-
R5T	Dotations aux provisions	-	-	V5V	-	Reprises de provisions	-	-
R5U	Moins-value de cession	-	-	V5W	-	Plus- values de cession	-	-
R5V	Autres charges	-	-	V5X	-	Autres produits	-	-
R5X		-	-	V5Y	-		-	-
R6A	CHARGES SUR OPERATION DE CHANGE	-	-	V6A	-	GAINS SUR OPERATION DE CHANGE	-	-
R6B	Pertes sur opérations de change	-	-	V6B	-	Gains sur opération de change	-	-
R6C	Commissions	-	-	V6C	-	Commissions	-	-
R6F	CHARGES SUR OPERATIONS HORS BILAN	-	-	V6F	-	PRODUITS SUR OPERATIONS HORS BILAN	-	-
R6K	Charges sur engagements de financement reçus des institutions financières	-	-	V6K	-	Produits sur engagement de financement donnés aux institutions financières	-	-
R6L	Charges sur engagements de financement reçus des membres, bénéficiaires ou clients	-	-	V6L	-	Produits sur engagement de financement donnés aux membres, bénéficiaires ou clients	-	-
R6M	Charges sur engagements de garantie reçus des institutions financières	-	-	V6N	-	Produits sur engagements de garantie donnés aux institutions financières	-	-
R6P	Charges sur engagements de garantie reçus des membres, clients ou bénéficiaires	-	-	V6P	-	Produits sur engagements de garantie donnés aux membres, bénéficiaires ou clients	-	-
R6S	Charges sur engagements sur titres	-	-	V6Q	-	Produits sur engagement sur titres	-	-
R6T	Charges sur autres engagements reçus	-	-	V6R	-	Produits sur autres engagements donnés	-	-
R6V	CHARGES SUR PRESTATIONS DE SERVICES FINANCIERS	-	-	V6S	-	Produits sur opérations effectuées pour le compte de tiers	-	-
R6W	Charges sur les moyens de paiements	-	-	V6U	-	PRODUIT SUR PRESTATIONS DE SERVICES FINANCIERS	2 511 455	1 605
R6X	Autres charges sur prestations de services financiers	-	-	V6V	-	Produits sur les moyens de paiement	-	-
R7A	Autres charges d'exploitation financière	-	-	V6W	-	Autres produits sur prestations de services financiers	2 511 455	1 605
R7B	Moins -value sur cession d'éléments actifs	-	-	V7A	-	Autres produits d'exploitation financière	-	-
R7C	Transfert de produits d'exploitation financière	-	-	V7B	-	Plus value-cession d'éléments d'actif	-	-
		-	-	V7C	-	Transfert de charges d'exploitation financière	-	-

R7D	Diverses charges d'exploitation financière	-	-	-	V7D	Divers produits d'exploitation financière	-	-
R8G	ACHAT ET VARIATIONS DE STOCKS	1 597 065	2 160 959	2 160 959	V8B	VENTES	-	-
R8J	Stocks vendus	-	-	-	V8C	Ventes de marchandises	-	-
R8L	Variation de stock de marchandises	1 597 065	2 160 959	2 160 959			-	-
S02	FRAIS DE PERSONNEL	188 345 095	147 173 354	147 173 354	W4A	PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION	1 892 862	52 578 782
S03	Salaires et traitements	148 133 335	116 251 491	116 251 491	W4B	Redevances pour concessions, brevets, licences droits et valeurs similaires	-	-
S04	Charges sociales	38 876 490	30 657 423	30 657 423	W4D	Indemnités de fonction et rémunération d'administrateurs, gérants reçues	-	-
S05	Rémunérations versées aux stagiaires	1 335 270	264 440	264 440			-	-
S1A	IMPÔTS ET TAXES	1 418 265	2 669 347	2 669 347	W4G	Plus -values de cession	-	-
S1B	Autres impôts, taxes et versements assimilés sur rémunérations	-	-	-	W4H	Sur immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
S1C	Autres impôts, taxes et prélèvements assimilés versés à l'administration des impôts	1 418 265	2 669 347	2 669 347	W4J	Sur immobilisations financières	-	-
S1D	Impôts directs	269 358	-	-	W4K	Revenus des immeubles hors exploitations	-	-
S1G	Impôts indirects	-	40 000	40 000	W4L	Transfert de charges d'exploitation non financières	-	41 411 727
S1H	Droit d'enregistrement et de timbre	116 700	250 550	250 550	W4M	Charges refacturées	-	41 411 727
S1J	Impôts et taxes divers	1 032 207	2 378 797	2 378 797	W4N	Charges à répartir sur plusieurs exercices	-	-
S1K	Autres impôts, taxes et prélèvements assimilés versés aux autres organismes	-	-	-	W4P	Autres transfert de charges	-	-
S2A	AUTRES CHARGES EXTERNES ET CHARGES DIVERSES D'EXPLOITATION	298 409 221	224 693 574	224 693 574	W4Q	Autres produits divers d'exploitation	1 892 862	11 167 055
S2B	Services extérieurs	111 945 285	92 107 830	92 107 830	W50	PRODUCTION IMMOBILISEE	-	-
S2C	Rédevance de crédit bail	-	-	-	W51	Immobilisations corporelles	-	-
S2D	Loyers	9 955 000	9 060 000	9 060 000	W52	Immobilisations incorporelles	-	-

S4D	Indemnités de fonction versées	-	-	-	-	-
S4I	Frais de tenue d'assemblée	504 500	103 000	-	-	-
S4K	Moins value de cessions sur d'immobilisations	-	-	-	-	-
S4L	Sur immobilisations incorporelles et corporelles	-	-	-	-	-
S4M	Sur immobilisations financières	-	-	-	-	-
S4P	Transferts de produits d'exploitation non financiers	-	-	-	-	-
S4Q	Produits rétrocédés	-	-	-	-	-
S4R	Autres transfert de produits	-	-	-	-	-
S4S	Autres charges diverses d'exploitation non financières	3 498 022	1 750 318	-	-	-
T50	DOTATIONS AU FONDS POUR RISQUES FINANCIERS GENERAUX	-	-	-	-	-
T51	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	65 171 036	65 602 202	-	-	-
T53	Dotations aux amortissements de charges à répartir	-	-	-	-	-
T54	Dotations aux amortissements des immobilisations d'exploitations	65 171 036	65 602 202	-	-	-
T55	Dotations aux amortissements des immobilisations hors exploitations	-	-	-	-	-
T56	Dotations aux provisions pour dépréciations des immobilisations en cours	-	-	-	-	-
T57	Dotations aux provisions pour dépréciations des immobilisations d'exploitation	-	-	-	-	-
T58	Dotations aux provisions pour dépréciations des immobilisations hors exploitation	-	-	-	-	-
T6B	DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES	52 661 521	19 364 765	-	-	-
T6C	Dotations aux provisions sur créances en souffrances	49 037 456	8 720 860	-	-	-
T6D	Dotations aux provisions sur créances en souffrances de 06 mois au plus	32 221 446	2 336 100	-	-	-
T6E	Dotations aux provisions sur créances en souffrances de plus de 06 à 12 mois au plus	15 125 560	1 889 800	-	-	-

T6F	Dotations aux provisions des autres éléments d'actif	-	-	-	-	-	-
T6G	Dotations aux provisions sur créances en souffrances de plus de 12 à 24 mois au plus	1 690 450	4 494 960	-	-	-	-
T6H	Dotations aux provisions pour risques et charges	-	-	-	-	-	-
T6J	Dotations aux provisions réglementées	-	-	-	-	-	-
T6K	Pertes sur créances irrécouvrables couvertes par des provisions	3 534 515	10 643 905	-	-	-	-
T6L	Pertes sur créances irrécouvrables non couvertes par des provisions	89 550	-	-	-	-	-
T80	CHARGES EXCEPTIONNELLES	395 942	659 826	X80	41 511 758	37 494 286	-
T81	PERTES SUR EXERCICES ANTERIEURS	21 354	2 548 093	X81	690 390	1 584 130	-
T82	IMPÔTS SUR LES EXEDENTS	-	-	-	-	-	-
L80	EXCEDENTS	-	38 635 893	L80	58 686 527	-	-
T84	TOTAL CHARGES	615 000 012	509 035 363	X84	556 313 485	547 671 256	-
					TOTAL PRODUITS		

HORS BILAN
GRAINE SARL

(en francs CFA)

Etat:

Date d'arrêté: D: ACO

2012/12/31

P:A

N.S.:XXX/XX

M:X

NETS N

NETS N-1

CODE POSTE**LIBELLES****ENGAGEMENT DE FINANCEMENT**

ENGAGEMENTS DONNES EN FAVEUR DES INSTITUTIONS FINANCIERES
ENGAGEMENTS RECUS DES INSTITUTIONS FINANCIERES
ENGAGEMENTS DONNES EN FAVEUR DES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS
ENGAGEMENTS RECUS DES MEMBRES, BENEFICIAIRES OU CLIENTS
ENGAGEMENTS DE GARANTIE

D'ordre des institutions financières

Reçus des institutions financières

D'ordre des membres, bénéficiaires ou clients

Reçus des membres, bénéficiaires ou clients

N1A

N1H

N1J

N1K

N2A

N2H

N2J

N2M

N3A

N3B

N3C

N3D

N3E

NRF

NRG

N3H

ENGAGEMENTS SUR TITRES

Titres à livrer

Intervention à l'émission

Marché gris

Autres titres à livrer

Titres à recevoir

Intervention à l'émission

Marché gris

Autres titres à livrer

ENGAGEMENTS SUR OPERATIONS EN DEVISES**OPERATIONS DE CHANGE AU COMPTANT**

Francs CFA achetés non encore reçus

Devises achetées non encore reçues

F CFA vendus non encore livrés

Devises vendues non encore livrées

P1A

P1B

P1C

P1D

PRETS OU EMPRUNTS EN DEVISES

Devise prêtées non encore livrées
Devise empruntées non encore reçues

P1E
P1F

OPERATIONS DE CHANGE A TERME

Opérations de change à terme francs CFA à recevoir contre devises à livrer
Opérations de change à terme devises à recevoir contre F CFA à livrer
Opérations de change à terme devises à recevoir contre devises à livrer
Opérations de change à terme devises à livrer contre devises à recevoir
Report/deport non couru à recevoir
Report/deport non couru à payer
Intérêts non courus en devises couverts à recevoir
Intérêts non courus en devises couverts à payer
Ajustements devises hors bilan

P1G
P1H
P1J
P1K
P1L
P1M
P1R
P1S
P1V

AUTRES ENGAGEMENTS

Engagements donnés
Engagements reçus

Q1A
Q1B

OPERATIONS EFFECTUEES POUR LE COMPTE DE TIERS

Valeurs à l'encaissement non disponibles
Comptes exigibles après encaissements

Q1C
Q1F

Comptes de suivi des engagements de financements consortiaux

Comptes de suivi des engagements de garantie consortiaux

Comptes de suivi des crédits consortiaux

Q1J
Q1K
Q1L

Crédits distribués pour le compte de tiers

Q1M

ENGAGEMENTS DOUTEUX

N90

DIMF 2005

TABLEAU DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES

Etablissement:

Etat:

(en Francs CFA)

Date d'arrêt : 2012/12/31

D: BGO

F:XX

M:X

N.S : XXX X/XX

P.A

Code	LIBELLES	Amortissements/Provisions	Montants nets
ACTIF			
BO2	Créances sur les membres, bénéficiaires ou clients	49 137 455	2 201 467 763
B2D	Crédits à court terme	0	2 120 179 515
B30	Crédits à moyen terme	0	0
B40	Crédits à long terme	0	0
B70	Crédits en souffrance	49 137 455	63 470 768
D50	Crédit-bail et opérations assimilées	0	0
D51	Crédit-bail	0	0
D52	Location avec option d'achat	0	0
D53	Location -vente	0	0
D70	Créances en souffrance sur crédit-bail et opérations assimilées	0	0
PASSIF			
G02	Dettes l'égard des membres, bénéficiaires ou clients	0	664 931 652
G10	Comptes ordinaires créditeurs		521 178 504
G15	Dépôts à terme recus		0
G2A	Comptes d'épargnes à regime spécial		0
G60	Emprunts		0
G70	Autres sommes dues		0

ETAT DES BIENS DONNES EN CREDIT BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES **DIMF 2006**

Etat:		Etablissement:		
Date d'arrêté : 2012/12/31	D: BGO	F:XX	(en Francs CFA)	
P.A	N.S : XXX X/XX	M:X		
LIBELLES	Durée	Montants bruts	Amortissements/ Provisions	Montants nets
CREDIT-BAIL Credit-bail Mobilier		0	0	0
Credit Bail Immobilier				
Credit bail sur actifs incorporels				
LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT		0	0	0
LOCATION - VENTE		0	0	0
CREANCES EN SOUFFRANCE SUR OPERATIONS DE CREDIT-BAIL ET ASSIMILEES		0	0	0
TOTAL				0

DIMF 2007

ETAT DES BIENS DETENUS DANS LE CADRE DE LA CONCESSION

Etablissement:

Etat:

(en Francs CFA)

Date d'arrêté : 2012/12/31

D: BGO

F:XX

N.S : XXX
X/XX

M:X

P:A

CONCESSIONNAIRE

POSTES	DUREE	VALEUR D'INVENTAIRE ou VALEUR DE MARCHÉ	CONCESSIONNAIRE	
			NOM	VALEUR DECLARÉE DANS LE CAHIER DE CHARGES
TOTAL			TOTAL	

DIMF 2008

ETAT DES BIENS DETENUS DANS LE CADRE DE LA CLAUSE DE RESERVE DE PROPRIETE

Etablissement:

(en Francs CFA)

Etat:

Date d'arrêt : 2012/12/31

P.A

F:XX

M:X

D: BGO

N.S : XXX X/XX

Libellés des incrits à l'actif frappés de la clause de RP*	Objet clause de réserve	Montants bruts	Calendrier arrêté		Créanciers
			Date d'inscription	Durée de jouissance	
TOTAL					

* Réserve de Propriété

DIMF 2009

DETAIL DU COMPTE 6221 - PERSONNEL EXTERIEUR A L'INSTITUTION

Etablissement:

Etat:

Date d'arrêté : 2012/12/31

F:XX

M:X

(en Francs CFA)

D: BGO

N.S : XXX X/XX

EFFECTIF(en unités)

Libellés	NATIONAUX	Autres Etats de l'UMOA	HORS UMOA	EFFECTIF(en unités)			Secteur tertiaire	TOTAL	FACTURATION A L'INSTITUTION
				Secteur primaire	Secondaire	Secteur tertiaire			
1. Cadres supérieurs	6				6		6	17 053 796	
2. Techniciens supérieurs et cadres moyens									
3. Techniciens, agents de maîtrise et ouvriers qualifiés	3			3			3	4 565 064	
4. Employés, manœuvres, ouvriers et apprentis	9	0		3	6	0	9	21 618 860	
TOTAL									
PERMANENTS									
SAISONNIERS									
TOTAL	9	0		3	6	0	9	21 618 860	

DIMF 2010

ETAT DES CREDITS EN SOUFFRANCE

Etat:	Etablissement:				E=C-D
	Date d'arrêt : 2012/12/31	D: BAO	F:XX	(en Francs CFA)	
P.A	N.S : XXX X/XX	M:XX			
	A	B	C=A-B	D	
	191,192 et 193 291,291,293	162 et 254		199 et 299	Crédits et Prêts en souffrance nets
	Crédits et Prêts en souffrance	Dépôts de garantie	Solde restant dus	Provisions	
CREDITS EN SOUFFRANCE	87 766 495	4 514 658	83 251 837	32 321 445	55 445 050
Crédits comportant au moins une échéance impayé ≤ à 6 mois					
Crédits comportant au moins une échéance impayé > 6 mois à ≤ 12 mois	22 289 328	3 280 990	19 008 338	15 125 560	7 163 768
Crédits comportant au moins une échéance impayé > 12 mois à ≤ 24 mois	2 552 400	1 243 950	1 308 450	1 690 450	861 950
TOTAL	112 608 223	9 039 598	103 568 625	49 137 455	63470768

ETAT DES INFORMATIONS ANNEXES		DIMF 2011
Etat:		Etablissement:
Date d'arrêt : 2012/12/31	D: BBO	(en Francs CFA)
P:A	N.S : XXX X/XX	
	F:XX	
	M:1	
LIBELLES		MONTANT/EFFECTIF
Encours des engagements par signature à court terme		
Encours des engagements par signature à moyen et long termes		
Montant total consacré par l'institution aux opérations autres que les activités d'épargne et crédit		42 406
nombre total de membres, bénéficiaires ou clients de l'institution		20 298
nombre total de groupements de l'institution ainsi que de leurs membres		458
nombre total de membres, bénéficiaires ou clients de sexe masculin de l'institution		41 948
nombre total de membres, bénéficiaires ou clients de sexe féminin de l'institution		1 881
nombre total de groupements bénéficiaires		18 417
nombre total d'usagers bénéficiaires		
nombre total de sociétaire bénéficiaires		396 879
population cible de la caisse (ou son estimation)		
126-127-128 Dépôts à plus d'un an du SFD auprès des institutions financières		190 000 000
252-dépôts à terme à plus d'un an des membres, bénéficiaires ou clients auprès de la caisse		
253-Comptes d'épargne à régime spécial		
254-255-autres dépôts à plus d'un an des membres, bénéficiaires ou clients auprès de la caisse		47 597 866
Recouvrements sur prêts intervenus au cours de l'exercice		126 441 000
Recouvrements sur prêts attendus au cours de l'exercice		

DIMF 2011-1

ETAT DES ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE

Etablissement:

Etat:

F: X

X

M: 1

(en Francs CFA)

Date d'arrêt : 2012/12/31

D: BCO

N.S : XXX X/XX

P:A

90-91-92-93-95-96-99

Montant

LIBELLES

Encours des engagements par signatures données à court terme

Encours des engagements par signatures données à moyen et long termes

TOTAL

DIMF 2012

Etablissement:

ETAT DE L'ENCOURS DES CREDITS DES DIX(10)DEBITEURS LES PLUS IMPORTANTS

Etat:

F:XX

M:1

D: BFO

N.S : XXX X/XX

Date d'arrêt : 2012/12/31

P.A

PRENOMS/NOMS/N°D'IDENTIFICATION	DUREE INITIALE DU CREDIT	DUREE RESTANTE A COUVRIR	MONTANT NET EN FCFA
44 Wenkieta Ouaga	06 MOIS	6 MOIS	5 275 000
52 Lihantipo Tanduori	06 MOIS	5 MOIS	4 825 000
596 Manukoamba Diagourou	06 MOIS	6 MOIS	4 760 000
64 Lampugini Ouadangou	06 MOIS	6 MOIS	4 395 000
105 Buamani Bourgou	06 MOIS	6 MOIS	4 168 000
9 Yemboama Bogandé	06 MOIS	1 MOIS	4 163 000
598 Limamba Tankori	06 MOIS	6 MOIS	4 145 000
Wendpanga 2 Houndé	09 mois	3 mois	4 125 000
80 Yantiari Margou	06 MOIS	5 MOIS	4 091 000
666 Yeety Allah Fada secteur n° 10	06 MOIS	5 MOIS	4 060 000
TOTAL			44 007 000

DIMF 2013

ETAT DE L'ENCOURS TOTAL DES PRETS AUX DIRIGEANTS, AU PERSONNEL AINSI QU' AUX PERSONNES LIEES

Etablissement:

Etat:

Date d'arrêt : 2012/12/31

P.A

F:XX

D: BEO

M:1

N.S : XXX X/XX

(en Francs CFA)
ENCOURS DES PRETS(bruts)

PRENOMS/NOMS/N°D'IDENTIFICATION

TOTAL

DIMF 2014

ETAT DES RESSOURCES AFFECTEES ET DES CREDITS CONSENTIS SUR RESSOURCES AFFECTEES

Etablissement:

Etat:	Date d'arrêt : 2012/12/31	P:A	D: BFO N.S: XXX X/XX	F:XX M:1	Etablissement:	
					COURT TERME	LONG TERME
						TOTAL
			181	182	183	18
		LIBELLES				
		RESSOURCES AFFECTEES				
		CREDITS CONSENTIS SUR RESSOURCES AFFECTEES				
		dont crédits en souffrance				
		TOTAL				

DIMF 2015

ETAT DES VALEURS IMMOBILISEES

Etablissement:

Etat:

Date d'arrêté : 2012/12/31

D: BGO

(en Francs CFA)

P.A

N.S : XXX X/XX

F:XX

M:X

Code	LIBELLES	Montants bruts	Amortissements/Provisions	Montant nets
D1A	Immobilisations financières	6 500		
D1E	Titres de participation			
D1L	Titres d'investissement	805 074		
D1S	Dépôts et cautionnements			
D23	Immobilisations en cours			
D24	incorporelles			
D25	corporelles	398 137 720	259 551 758	138 585 962
D30	Immobilisations d'exploitation	6 996 468		6 996 468
D31	incorporelles			
D32	Droit au bail			
D33	Autres éléments du fond commercial			
D34	frais d'établissement			
D35	Autres immobilisations incorporelles			
D36	corporelles	391 141 252	259 551 758	131 589 494
D40	immobilisations hors exploitation			
D41	incorporelles			
D42	Droit au bail			
D43	Autres éléments du fond commercial			
D44	Autres immobilisations incorporelles			
D45	corporelles			
D46	immobilisations acquises par réalisation de gar			
D47	incorporelles			
	corporelles			

DIMF 2016

AFFECTATION DU RESULTAT

Etablissement:

Etat:			
Date d'arrêt : 2012/12/31	D: BHO	F: XX	(en Francs CFA)
P. A	N.S : XXX X/XX	M: X	
Code	LIBELLES	Proposition de répartition	Répartition effective
L80	<u>DETERMINATION DU RESULTAT A AFFECTER</u>		
L70	Résultat de l'exercice (+/-) Report à nouveau (+/-)	-58 686 527 107 578 341	
770	RESULTAT A AFFECTER		
772	<u>AFFECTATION DU RESULTAT BENEFICIAIRE</u>		
773	Réserve générale		
774	Réserve facultatives autres réserves		
776	report à nouveau bénéficiaire		
777	autres affectations		
776	<u>AFFECTATION DU RESULTAT BENEFICIAIRE</u>		
778	*Report à nouveau déficitaire		
779	*Prélèvements sur les réserves Autres		

DIMF 2018

ETAT DE TRAITEMENT DE LA REEVALUATION

Etablissement:

Etat:

Date d'arrêt : 2012/12/31

F:XX

D: BCO

M:X

N.S.: XXX X/XX

P:A

nature de Réévaluation

Methodes de Réévaluation

Valeurs Avant Réévaluation(1)(VNC)

Valeur Réévaluée

Ecart de Réévaluation (2)-(1)

Date de Réévaluation

Indiciaire

Couts actuels

Légale

Biens réévalués

TOTAL

ETAT DE DETERMINATION DES RATIOS PRUDENTIELS

NUMERATEUR	DENOMINATEUR	ANNEXE I
LIMITATION DES RISQUES PORTES PAR L'INSTITUTION		
Comptes ordinaires débiteurs chez les institutions financières (A12)	410 256 750	Comptes ordinaires créditeurs des institutions financières (F1A)
Autres comptes de dépôts chez les institutions financières (A2A)	190 000 000	Autres comptes de dépôts reçus des institutions financières (F2A)
Comptes de prêts (A3A)	0	Comptes d'emprunts (F3A)
Prêts en souffrance (A70)	0	Autres sommes dues aux institutions financières (F50)
Crédits court terme (B2D)	2 120 179 515	Compte d'épargne à régime spécial (G2A)
Comptes ordinaires débiteurs des membres, bénéficiaires, ou clients (B2N)	0	Comptes ordinaires créditeurs des membres, bénéficiaires ou clients (G10)
Crédits moyen terme (B30)	0	Dépôts à terme des membres (G15)
Crédits à long terme (B40)	0	Autres dépôts reçus des membres (G35)
Crédits en souffrance (B70)	63 470 768	Emprunts reçus des membres (G60)
Titres de placement (C10)	0	Autres sommes dues aux membres (G70)
Titres de participation (D1E)	6 500	Provisions, fonds propres et assimilés (L01)
Titres d'investissement (D1L)	0	
		276 902 070
		521 178 504
		2 013 488 915

Engagements par signature données (N1A+N1J+N3A+Q1A)	0				2 811 569 489
Total	2 783 913 533			Total	99,02%
RATIO					<= 200%
NORME					ANNEXE II
COUVERTURE DES EMPLOIS A LONG ET MOYEN TERME PAR LES RESSOURCES STABLES					
Provisions, fonds propres et assimilés (L01)	2 013 488 915	Dépôts à terme constitués auprès des institutions financières à plus d'un an (A2H)			190 000 000
Autres comptes de dépôts créditeurs moyen terme (F2A)	0	Dépôts de garantie constitués auprès des institutions financières à plus d'un an (A2I)			0
Comptes d'emprunt à terme auprès des institutions financières (F3F)	276 902 070	Autres dépôts constitués auprès des institutions financières à plus d'un an (A2J)			0
Autres sommes dues aux institutions financières à moyen et long terme (F50)	0	Comptes de prêts à terme auprès des institutions financières à plus d'un an (A3C)			0
Dépôts à terme reçus à moyen et long terme (G15)	0	Prêts en souffrance nets des provisions aux des institutions financières (A70)			0
membres, bénéficiaires ou clients à moyen et long terme (G2A)	0	Cédits à moyen terme aux membres, bénéficiaires ou clients (B30)			0
membres, bénéficiaires ou clients à moyen et long terme (G30)	143 753 148	Cédits à long terme aux membres, bénéficiaires ou clients (B40)			0
bénéficiaires ou clients à moyen et long terme (G35)	0	Crédits en souffrance nets des provisions des membres, bénéficiaires ou clients (B70)		63 470 768	
bénéficiaires ou clients à long et moyen terme (G60)	0	Titres de participation (D1E)			6 500
bénéficiaires ou clients à moyen et long terme (G70)	0	Titres d'investissement (D1L)			0
		Prêts et titres subordonnés (D10)			0
		Dépôts et cautionnements (D1S)			805 074

		Immobilisations en cours (D23)	0
		Immobilisations d'exploitation (D30)	138 585 962
		Immobilisations hors exploitation (D40)	0
	2 434 144 133	Total	392 868 304
RATIO			619,58%
NORME			> 100%
ANNEXE III			
LIMITATION DES PRÊTS AUX DIRIGEANTS ET AU PERSONNEL AINSI QU'AU PERSONNEL LIEES			
		Fonds propres	2 013 488 915
	0	Total	
Encours total des prêts aux dirigeants, au personnel et aux personnes liées			#DIV/0!
RATIO			<= 10%
NORME			
ANNEXE IV			
LIMITATION DES RISQUES PRIS SUR UN SEUL MEMBRE			
		Fonds propres	2 013 488 915
	5 275 000	Total	
Montant du risque le plus important pris sur un seul membre			#DIV/0!
RATIO			<= 10%
NORME			
ANNEXE V			
NORME DE LIQUIDITE			

Valeurs en caisse (A10)	19 622 946	Comptes ordinaires créditeurs des institutions financières (F1A)	0
Comptes ordinaires débiteurs chez les institutions financières (A12)	410 256 750	Autres comptes de dépôts des institutions financières (F2A)	0
Dépôts à court terme constitués auprès des institutions financières (A2J)	0	Emprunts à moins d'un an auprès des institutions financières (F3E)	0
Autres comptes de dépôts débiteurs chez les institutions financières (A2A)	190 000 000	Emprunts à terme (F3F)	276 902 070
Comptes de prêts à court terme aux institutions financières (A3B)	0	Autres sommes dues aux institutions financières (F50)	0
Crédits court terme aux membres, bénéficiaires ou clients (B2D)	2 120 179 515	Comptes ordinaires créditeurs des membres, bénéficiaires ou clients (G10)	521 178 504
Comptes ordinaires débiteurs des membres, bénéficiaires ou clients (B2N)	0	Dépôts à terme : reçus à court terme (G15)	0
Crédits à moyen terme (B30)	0	Compte d'épargne à régime spécial (G2A)	0
Crédits à long terme (B40)	0	Autres dépôts de garantie reçus des membres (G30)	143 753 148
Titres de placement (C10)	0	Autres dépôts des membres, bénéficiaires ou clients (G35)	0
Comptes de stocks (C30)	7 690 529	Emprunts de l'institution auprès des membres (G60)	0
Débiteurs divers (C40)	56 995 004	Autres sommes dues aux membres (G70)	0
Valeurs à l'encaissement avec crédit immédiat (C56)	0	Versement restant à effectuer à court terme (H10)	0
Créances rattachées (A60+B65+C55)	21 304 603	Créditeurs divers à court terme (H40)	37 355 521
Engagement de financement donnés (N1A+N1J+N2A+N2J)	0	Dettes rattachées (F60+G90)	0
		Enours des engagements de financement et de garantie reçus (N1H+N1K+N2H+N2M)	0
Total	2 826 049 347	Total	979 189 243
RATIO			288,61%

NORME				> 80%
Variables	Montants	Variables	Montants	
ANNEXE VI				
RATIO DE LIMITATION DES OPERATIONS AUTRES QUE LES ACTIVITES D'EPARGNE ET DE CREDIT				
Montant consacré par l'institution aux opérations autres que l'épargne et le	0	Comptes ordinaires débiteurs chez les institutions financières (A12)	410 256 750	
		Autres comptes de dépôts chez les institutions financières (A2A)	190 000 000	
		Comptes de prêts (A3A)	0	
		Prêts en souffrance (A70)	0	
		Crédits court terme (B2D)	2 120 179 515	
		Comptes ordinaires débiteurs des membres, bénéficiaires, ou clients (B2N)	0	
		Crédits moyen terme (B30)	0	
		Crédits à long terme (B40)	0	
		Crédits en souffrance (B70)	63 470 768	
		Titres de placement (C10)	0	
		Titres de participation (D1E)	6 500	
		Titres d'investissement (D1L)	0	
		Engagements par signature données (N1A+N1J+N3A+Q1A)	0	
		<i>Total</i>	<i>2 783 913 533</i>	
RATIO				0,00%

NORME		<= 5%
ANNEXE VII		
RESERVE GENERALE		
Excédent de l'exercice (L80)	-58 686 527	
Report à Nouveau déficitaire (L70)	107 578 341	
Total	48 891 814	0
ANNEXE VIII		
NORME DE CAPITALISATION		
Fonds propres	2 013 488 915	Total actif de fin de période en montants nets 3 059 089 661
Total	2 013 488 915	Total 3 059 089 661
RATIO		65,82%
NORME		>=15%
ANNEXE IX		
LIMITATION DES PRISES DE PARTICIPATION		
TITRES DE PARTICIPATION	6 500	Fonds propres 2 013 488 915
Total		Total 2 013 488 915
RATIO		0,00%
NORME		<=25%

